

Audiences publiques sur la gestion de l'eau au Québec

M. le président, la commission,

Je suis une néo-québécoise d'origine italienne, qui a décidé de s'installer ici depuis 1986, attirée, entre autres choses par le haut niveau de démocratie, dont témoignent ces audiences, et par la qualité exceptionnelle de l'environnement ici au Québec. Aujourd'hui la question de l'eau se situe au carrefour de ces deux thèmes et c'est pour cela que je suis venue vous présenter mon point de vue.

Je suis anthropologue de formation et j'ai pu constater que dans différentes cultures l'eau est chargée de valeurs symboliques positifs qui rendent hommage au rôle primordial que cet élément joue dans l'existence des humains. L'eau est souvent associée à la vie, à la naissance, aux lieux d'origine des êtres vivants, à nos racines profondes....

Nous, anciens poissons sortis de l'eau, nous avons tous nagé dans le ventre de nos mères....

Ce bien que plusieurs religions obligeaient explicitement à partager-donner à boire aux assoiffés - cette eau jadis considérée sacrée, est présentement l'objet de la convoitise des marchés mondiaux.

Partout dans le monde les réserves d'eau baissent et se dégradent. Les spécialistes prévoient que dans 25 ans la moitié de l'humanité n'aura pas d'accès à l'eau potable. Nos voisins Américains sont déjà affligés par des problèmes de pénurie extrêmement graves. On prévoit que d'ici une vingtaine d'années, la principale nappe d'eau qui alimente le mid-ouest américain sera épuisée. Dans certaines régions agricoles le sol a déjà baissé de 15 mètres suite à l'assèchement de la nappe phréatique sous-jacente.

D'un point de vue économique ces situations catastrophiques représentent aussi l'ouverture de nouveaux marchés prometteurs, en vue des quels les grandes compagnies internationales préparent des stratégies appropriés.

Ce n'est pas une coïncidence qu'à Mirabel il y ait une usine d'embouteillage, et qu'à Piedmont il y en ait un'autre et que bientôt on pourrait en voir pousser comme des champignons. Des millions de bouteilles provenant du Québec pourront ainsi être acheminées vers les marchés mondiaux.

À part l'aspect anti-écologique de ces emballages, il y a d'autres aspects inquiétants et chargés de conséquences: ce commerce est en train de transformer l'eau en marchandise. Et tout ce qui est marchandise est protégé par des nouvelles lois conçues pour défendre les profits.

Selon les accords économiques actuels, si un pays empêche à une compagnie de réaliser ses profits, celle-ci a le droit de se faire dédommager. Suivant ces principes, la compagnie californienne Sun Belt Water Inc. cherche à se faire rembourser 220 millions de dollars par le gouvernement du Canada, parce que, depuis le commencement des années '90 la Colombie Britannique a banni toute exportation d'eau. D'autres projets vont de l'avant: la compagnie Nova Group de Sault Ste-Marie a récemment demandé le permis de vendre jusqu'à 10 millions de litres par jour de l'eau du Lac Supérieur. Également, le Groupe McCurdy de Terre-neuve voudrait exporter, chaque année, l'impressionnante quantité de 52 milliards de litres d'eau du Lac Gisborne.

Tous ces projets sont extrêmement dangereux: il suffit qu'une province commence à exporter de l'eau, pour que personne ne puisse plus empêcher le va-et-vient des spéculateurs. La porte sera grande ouverte à tout pillage, indépendamment de la volonté des citoyens. Une fois entamé la vente d'eau

pour l'exportation, si une municipalité s'opposerait à la construction d'une usine de pompage d'eau sur son territoire, les compagnies pourraient se plaindre auprès du gouvernement du Québec . Rendus là nous ne pourrions plus nous opposer à ces initiatives: nous aurions perdu notre souveraineté.

On peut arrêter ce scénario d'horreur où les grandes compagnies spéculeraient sur la soif du monde, où des plus nantis pourraient se désaltérer dans leur piscines tandis que d'autres mourraient du manque d'eau potable.

Cette fois, bien que petit peuple, bien qu'on représente seulement 1/1000 de la population de la planète, on a notre mot à dire. Sur notre territoire s'étalent lacs et rivières, une immense quantité d'eau douce potable de bonne qualité, une proportion per capita des plus hautes au monde!

De plus nos traditions démocratiques sont de longue date!

C'est le moment d'entamer la discussion sur la gestion des ressources essentielles et de faire participer au débat le plus grand nombre possible de citoyens pour décider ensemble quoi faire avec cette ressource vitale, selon quels principes la gérer. C'est le moment d'envisager la création d'institutions d'envergure mondiale qui protégeront les intérêts de tous les habitants de la planète.

En attendant ces nouvelles réglementations, nous conserverons la tâche de gardiens de l'eau, en préservant sa pureté, en exigeant la suspension immédiate de tout programme d'arrosage de phytocides sur les trajets des lignes à haute tension - à substituer par la coupe mécanique, la quelle, du même coup représenterait de la création d'emploi - et en s'opposant farouchement à toute intervention dictée par des principes seulement économiques.

C'est vrai que au nom de ces principes, ces derniers temps on a assisté à une véritable dégringolade des services sociaux, qui affecte gravement la qualité de vie des citoyens. Ca c'est un résultat de certaines politiques qui visent comme objectif l'amélioration du quota de crédibilité du Québec auprès des institutions financières internationales, plutôt que le bien-être des citoyens.

À la veille d'un nouveau millénaire nous pouvons et nous devons exiger de nos représentants une vision globale des problématiques, pour qu'on arrive à des politiques provinciales et fédérales qui barrent définitivement le chemin à tout projet de spéculation sur l'eau, pour qu'on sorte au plus vite du piège tendu par les réglementations actuelles.

Serena d'Agostino, Prévost
serdag@citenet.net